

594978-2026 - Procedura konkurencyjna

Francja – Roboty renowacyjne – TRAVAUX ET PRESTATIONS DE REMISE EN ETAT DES BIENS IMMOBILIERS DE L'ENSEMBLE DU PATRIMOINE DE TOULON HABITAT MEDITERRANEE, APRES SINISTRES

OJ S 166/2026 28/08/2026

Ogłoszenie o zamówieniu lub ogłoszenie o koncesji – tryb standardowy

Roboty budowlane - Usługi

1. Nabywca

1.1. Nabywca

Oficjalna nazwa: Toulon Habitat Méditerranée

E-mail: marches@thmed.com

Status prawny nabywcy: Podmiot prawa publicznego

Sektor działalności instytucji zamawiającej: Gospodarka mieszkaniowa i komunalna

2. Procedura

2.1. Procedura

Tytuł: TRAVAUX ET PRESTATIONS DE REMISE EN ETAT DES BIENS IMMOBILIERS DE L'ENSEMBLE DU PATRIMOINE DE TOULON HABITAT MEDITERRANEE, APRES SINISTRES

Opis: TRAVAUX ET PRESTATIONS DE REMISE EN ETAT DES BIENS IMMOBILIERS DE L'ENSEMBLE DU PATRIMOINE DE TOULON HABITAT MEDITERRANEE, APRES SINISTRES EN 4 LOTS TECHNIQUES POUR LA PERIODE DE 2027 à 2030

Identyfikator procedury: 447bd37d-3d0e-44e8-bbe0-ff0284477eb1

Wewnętrzny identyfikator: SINISTRES 2027 - 2030

Rodzaj procedury: Otwarta

Procedura jest przyspieszona: nie

2.1.1. Przeznaczenie

Charakter zamówienia: Roboty budowlane

Dodatkowy charakter zamówienia: Usługi

Główna klasyfikacja (cpv): 45453100 Roboty renowacyjne

Dodatkowa klasyfikacja (cpv): 90910000 Usługi sprzątania

2.1.2. Miejsce realizacji

Podział krajowy (NUTS): Var (FRL05)

Kraj: Francja

Informacje dodatkowe: Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Les candidats devront présenter des offres de prix distinctes pour chaque lot pour lesquels ils soumissionnent Les offres seront examinées lot par lot. La même entreprise ne peut pas présenter pour chaque marché plusieurs offres, en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements. Modalité d'attribution des lots :

Toulon Habitat Méditerranée a décidé de limiter le nombre de lots qui pourra être attribué à chaque candidat. Ainsi, un même candidat ne pourra être attributaire de plus de 2 lots pour les lots 01, 02 et 03. Le lot n°4 n'est pas assujetti à cette disposition L'attribution sera faite dans l'ordre suivant : 1) Lot 1 : Secteur OUEST 2) Lot 2 : Secteur CENTRE 3) Lot 3 : Secteur EST Dans le cas où l'attributaire du lot 3 est le même que celui des lots 1 et 2, c'est le candidat

classé 2ème au classement du lot 3 qui sera retenu. Exception : un même candidat pourra se voir attribuer un nombre de lot supérieur au nombre maximum dans les conditions suivantes :

- ce candidat est attributaire des lots 1 et 2
- ce candidat est le seul à avoir soumissionné au lot 3
- ce candidat a proposé sur le lot 3 une offre conforme.

Le candidat ou groupement est considéré identique lorsqu'au moins 35 % des membres qui compose le groupement sont identiques. Le lot n°04 constitue un lot transversal. Il sera analysé et attribué indépendamment des lots n°01 à n°03. Un candidat attributaire d'un ou plusieurs lots géographiques pourra également être attributaire du lot n°04, sous réserve que son offre soit régulière, acceptable, appropriée et classée première à l'issue de l'analyse des offres de ce lot. Le lot n°04 n'est pas découpé par secteur géographique afin de garantir une méthode homogène de traitement, une traçabilité unique des interventions et une réactivité sur l'ensemble du patrimoine.

Motif de non allotissement en corps d'état séparés : Ce marché concerne la remise en état, de logements occupés ou vacants ou parties communes après sinistre. Le marché permet l'identification de prestations distinctes mais la dévolution en lots séparés présente un inconvénient technique et financier. L'allotissement par la succession de différentes entreprises, qui n'ont pas la vocation à travailler ensemble, nécessite la mise en place d'une coordination qui représente un frein à la réactivité nécessaire à une remise en état partielle ou totale des logements, foyers ou parties communes dans les délais les plus courts. En effet l'intervention séparée de différentes entreprises sera de nature à rallonger les délais d'inaccessibilité des lieux sinistrés car il sera nécessaire de réaliser des réceptions partielles, pour certains lots techniques, compte tenu du fait que certains corps d'état doivent réaliser leurs prestations en plusieurs étapes. La conséquence d'un retard à la remise en état du bien endommagé devenu impropre à sa destination suite au sinistre entraînerait une perte de jouissance pour l'ensemble des occupants du groupe (dans les parties communes), des résidents (dans les foyers) ou des locataires (dans un logement). Suivant les sinistres, l'enjeu "Temps" est très important compte tenu des risques encourus pour la sécurité des biens et des personnes ou pour maintenir le confort des locataires ou résidents. En effet, TOULON HABITAT MEDITERRANEE en cas de perte de confort des locataires (plus de chauffage, plus d'ascenseur, ...) est susceptible de déduire leurs coûts aux locataires. La dévolution des travaux en groupement d'entreprises permet d'avoir un seul interlocuteur qui coordonne l'ensemble des entreprises en maîtrisant l'ordonnancement, la planification, le pilotage et la coordination des travaux et ce quotidiennement, en fonction du nombre de biens sinistrés. Les titulaires des lots n°01 à n°03 interviennent sur les groupes relevant de leur secteur géographique. En cas de carence sur un lot géographique (absence de titulaire, impossibilité du titulaire de répondre au besoin en cas de surcharge d'activité, problème d'approvisionnement, prestations hors BPU), le titulaire d'un autre lot géographique pourra être amené à intervenir ponctuellement, à titre exceptionnel, au prix de son marché, sur un autre secteur. Ces interventions sont comprises dans le montant maximum initial du marché du titulaire assurant le remplacement. Il est précisé au titulaire que cette substitution ne pourra avoir lieu qu'à titre gratuit et que les parties sont informées des conséquences inhérentes à l'exercice de cette faculté à savoir le titulaire donne, dès à présent et irrévocablement, son accord sur ce mode de transfert.

2.1.3. Wartość

Szacunkowa wartość bez VAT: 6 321 381,00 EUR

Maksymalna wartość umowy ramowej: 20 000 000,00 EUR

2.1.4. Informacje ogólne

Ta procedura zostanie wszczęta ponownie

Podstawa prawna:

2.1.5. Warunki udzielenia zamówienia

Warunki zgłoszenia:

Maksymalna liczba części zamówienia, na które jeden oferent może składać oferty: 4

Warunki zamówienia:

Maksymalna liczba części zamówienia, których można udzielić jednemu oferentowi: 3

2.1.6. Podstawy wykluczenia

Powody wykluczenia źródła: Dokumenty zamówienia

5. Część zamówienia

5.1. Część zamówienia: LOT-0001

Tytuł: Lot n°01 : Travaux de remise en état des biens immobiliers après sinistres - Secteur OUEST

Opis: Lot n°01 : Travaux de remise en état des biens immobiliers après sinistres - Secteur OUEST

Wewnętrzny identyfikator: 2026-068-AO

5.1.1. Przeznaczenie

Charakter zamówienia: Roboty budowlane

Dodatkowy charakter zamówienia: Usługi

Główna klasyfikacja (cpv): 45453100 Roboty renowacyjne

Dodatkowa klasyfikacja (cpv): 45262522 Roboty murarskie, 45430000 Pokrywanie podłóg i ścian, 90611000 Usługi sprzątania ulic, 77310000 Usługi sadzenia roślin oraz utrzymania terenów zielonych, 45310000 Roboty instalacyjne elektryczne, 45311000 Roboty w zakresie okablowania oraz instalacji elektrycznych, 45330000 Roboty instalacyjne wodno-kanalizacyjne i sanitarne, 45421000 Roboty w zakresie stolarki budowlanej, 45432111 Kładzenie wykładzin elastycznych, 45442100 Roboty malarskie, 45441000 Roboty szklarskie, 90650000 Usługi usuwania azbestu, 44316510 Wyroby kuźnicze, 44316500 Wyroby kute

5.1.2. Miejsce realizacji

Miejscowość: La Seyne sur Mer et ses environs (secteur OUEST)

Podział krajowy (NUTS): Var (FRL05)

Kraj: Francja

5.1.3. Szacowany okres obowiązywania

Data początkowa: 01/01/2027

Okres obowiązywania: 1 Rok

5.1.4. Wznowienie

Maksymalna liczba wznowień: 3

Inne informacje o wznowieniu: Autres informations sur le renouvellement: L'accord-cadre prend effet à compter : - soit à compter de la date de prise d'effet au 1er janvier 2027 (si notification avant le 1er janvier 2027, le marché prendra effet à compter du 1er janvier 2027). - soit à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure à la date de prise d'effet (si notification à partir du 1er janvier 2027, le marché prendra effet à compter de la notification). La fin de la période initiale est le 31 décembre 2027 . Le présent accord cadre pourra être reconduit, trois fois, par période de 12 mois, par tacite reconduction, sans que la durée totale de l'accord cadre ne puisse excéder 48 mois. Il peut y être mis fin à l'expiration de chaque période, à charge pour la partie qui en prendra l'initiative d'en informer l'autre, par lettre

recommandée avec demande d'avis de réception postal, 120 jours avant le terme de la période annuelle en cours.

5.1.5. Wartość

Szacunkowa wartość bez VAT: 1 748 207,00 EUR

Maksymalna wartość umowy ramowej: 5 000 000,00 EUR

5.1.6. Informacje ogólne

To jest zamówienie powtarzalne

Zastrzeżony udział:

Udział nie jest zastrzeżony.

Projekt zamówienia niefinansowany z funduszy UE

Zamówienie jest objęte zakresem Porozumienia w sprawie zamówień rządowych (GPA): tak

Przedmiotowe zamówienie jest odpowiednie również dla małych i średnich przedsiębiorstw (MŚP): tak

Informacje dodatkowe: L'attention des candidats est attirée sur le fait que les titulaires du marché considéré pourront être amenés à réaliser des interventions ponctuelles, dans des locaux avec présence d'amiante ou sur des matériaux contenant de l'amiante. Il est demandé des qualifications spécifiques par corps d'état : • Concernant le corps d'état Electricité : niveau spécifique minimal exigé : qualification QUALIFELEC ou équivalent • Concernant le corps Courants faibles : niveau spécifique minimal exigé : qualification QUALIFELEC antenne ou équivalent • Concernant le corps d'état Plomberie : niveau spécifique minimal exigé : qualification QUALIGAZ ou équivalent • Concernant l'ensemble des corps d'état à l'exception du désamiantage : qualification en sous-section 4 (encadrement et exécutant). AMIANTE : L'attention des candidats est attirée sur le fait que les titulaires du marché considéré pourront être amenés à réaliser des interventions ponctuelles, dans des locaux avec présence d'amiante ou sur des matériaux contenant de l'amiante. Par conséquent, dans le cadre du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, de l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et du code du travail (sous-section 4) et de l'arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 « définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant », afin de réaliser ces interventions ponctuelles, le titulaire devra présenter, une attestation de formation ou un document équivalent (en cours de validité), délivrée par un organisme certifié, pour les travaux en sous-section 4, à savoir « Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante », au représentant du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des corps d'états à exception du corps d'état Nettoyage. Ce document devra être fourni dès la remise de l'offre. • Concernant le corps d'état DESAMANTAGE niveau spécifique minimal exigé : qualification en sous-section 3 (encadrement et exécutant). Par conséquent, dans le cadre du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, de l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et du code du travail (sous-section 3) et de l'arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 « définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant », afin de réaliser ces interventions, le titulaire devra présenter, une attestation de formation ou un document équivalent, délivrée par un organisme

certifié, pour les travaux en sous section 3, à savoir « Dispositions spécifiques aux travaux d'encapsulage et de retrait d'amiante ou d'articles en contenant », au représentant du pouvoir adjudicateur. Ces documents devront être fournis à la remise de l'offre. En cas d'absence l'offre sera susceptible d'être rejetée et déclarée irrégulière. Conditions de remise des offres : Par la seule remise d'un pli le candidat confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché (Acte d'engagement) ainsi que tous les documents annexes prévues par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur. Il est précisé que, conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Les candidats doivent la transmission de leur candidature et de leur offre par voie électronique. Conformément à l'article R. 2131-7 et suivants du Code de la Commande Publique, les documents (candidature et offre(s)) requis des candidats sont obligatoirement transmis par voie électronique. Toute transmission électronique peut être accompagnée de l'envoi de copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique. Les plis et les copies de sauvegarde doivent être parvenus aux dates et heure limites de réception des plis.

5.1.7. Zamówienia strategiczne

Podejście do ograniczania wpływu na środowisko: Inne

Promowany cel społeczny: Inne

5.1.9. Kryteria kwalifikacji

Źródła kryteriów wyboru: Dokumenty zamówienia

5.1.10. Kryteria udzielenia zamówienia

Kryterium:

Rodzaj: Jakość

Opis: La valeur technique, notée sur 50 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 3

Kryterium:

Rodzaj: Jakość

Opis: La valeur environnementale, notée sur 10 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 2

Kryterium:

Rodzaj: Cena

Opis: Le Prix, noté sur 40 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 1

5.1.11. Dokumenty zamówienia

Termin występowania z wnioskiem o dodatkowe informacje: 28/09/2026 16:15:00 (UTC+02:00) czas wschodnioeuropejski, czas środkowoeuropejski letni

Adres dokumentów zamówienia: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_7bVUvrcDVO

5.1.12. Warunki udzielenia zamówienia

Warunki zgłoszenia:

Zgłoszenie elektroniczne: Wymagane

Adres na potrzeby zgłoszenia: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_7bVUvrcDVO

Języki, w których można składać oferty lub wnioski o dopuszczenie do udziału: francuski

Katalog elektroniczny: Niedozwolone

Oferty wariantowe: Niedozwolone

Termin składania ofert: 06/10/2026 16:15:00 (UTC+02:00) czas wschodnioeuropejski, czas środkowoeuropejski letni

Okres, przez który oferta musi pozostać ważna: 180 Dni

Warunki zamówienia:

Wykonanie zamówienia musi odbywać się w ramach programów zatrudnienia chronionego: Nie

Fakturowanie elektroniczne: Wymagane

Stosowane będą zlecenia elektroniczne: tak

Stosowane będą płatności elektroniczne: tak

Zasady finansowe: Fonds propres de THM

5.1.15. Techniki

Umowa ramowa:

Umowa ramowa, bez ponownego poddania zamówienia procedurze konkurencyjnej

Maksymalna liczba uczestników: 1 000

Informacje o dynamicznym systemie zakupów:

Brak dynamicznego systemu zakupów

5.1.16. Dalsze informacje, mediacja i odwołanie

Organ mediacyjny: COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS

Organ odwoławczy: Tribunal Administratif de Toulon

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat postępowania o udzielenie zamówienia: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja zapewniająca dostęp offline do dokumentów zamówienia: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat procedur odwoławczych: Tribunal Administratif de Toulon

Organizacja przyjmująca wnioski o dopuszczenie do udziału: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja rozpatrująca oferty: Toulon Habitat Méditerranée

5.1. Część zamówienia: LOT-0002

Tytuł: Lot n°02 : Travaux de remise en état des biens immobiliers après sinistres - Secteur CENTRE

Opis: Lot n°02 : Travaux de remise en état des biens immobiliers après sinistres - Secteur CENTRE

Wewnętrzny identyfikator: 2026-069-AO

5.1.1. Przeznaczenie

Charakter zamówienia: Roboty budowlane

Dodatkowy charakter zamówienia: Usługi

Główna klasyfikacja (cpv): 45453100 Roboty renowacyjne

Dodatkowa klasyfikacja (cpv): 45262522 Roboty murarskie, 45430000 Pokrywanie podłóg i ścian, 90611000 Usługi sprzątania ulic, 77310000 Usługi sadzenia roślin oraz utrzymania terenów zielonych, 45310000 Roboty instalacyjne elektryczne, 45311000 Roboty w zakresie okablowania oraz instalacji elektrycznych, 45330000 Roboty instalacyjne wodno-kanalizacyjne i sanitarne, 45421000 Roboty w zakresie stolarki budowlanej, 45432111 Kładzenie wykładzin

elastycznych, 45442100 Roboty malarskie, 45441000 Roboty szklarskie, 90650000 Usługi usuwania azbestu, 44316510 Wyroby kuźnicze, 44316500 Wyroby kute

5.1.2. Miejsce realizacji

Miejscowość: Toulon et ses environs (secteur CENTRE)

Podział krajowy (NUTS): Var (FRL05)

Kraj: Francja

5.1.3. Szacowany okres obowiązywania

Data początkowa: 01/01/2027

Okres obowiązywania: 1 Rok

5.1.4. Wznowienie

Maksymalna liczba wznowień: 3

Inne informacje o wznowieniu: Autres informations sur le renouvellement: L'accord-cadre prend effet à compter : - soit à compter de la date de prise d'effet au 1er janvier 2027 (si notification avant le 1er janvier 2027, le marché prendra effet à compter du 1er janvier 2027). - soit à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure à la date de prise d'effet (si notification à partir du 1er janvier 2027, le marché prendra effet à compter de la notification). La fin de la période initiale est le 31 décembre 2027 . Le présent accord cadre pourra être reconduit, trois fois, par période de 12 mois, par tacite reconduction, sans que la durée totale de l'accord cadre ne puisse excéder 48 mois. Il peut y être mis fin à l'expiration de chaque période, à charge pour la partie qui en prendra l'initiative d'en informer l'autre, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, 120 jours avant le terme de la période annuelle en cours.

5.1.5. Wartość

Szacunkowa wartość bez VAT: 1 366 186,00 EUR

Maksymalna wartość umowy ramowej: 5 000 000,00 EUR

5.1.6. Informacje ogólne

To jest zamówienie powtarzalne

Zastrzeżony udział:

Udział nie jest zastrzeżony.

Projekt zamówienia niefinansowany z funduszy UE

Zamówienie jest objęte zakresem Porozumienia w sprawie zamówień rządowych (GPA): tak
Przedmiotowe zamówienie jest odpowiednie również dla małych i średnich przedsiębiorstw (MŚP): tak

Informacje dodatkowe: L'attention des candidats est attirée sur le fait que les titulaires du marché considéré pourront être amenés à réaliser des interventions ponctuelles, dans des locaux avec présence d'amiante ou sur des matériaux contenant de l'amiante. Il est demandé des qualifications spécifiques par corps d'état : • Concernant le corps d'état Electricité : niveau spécifique minimal exigé : qualification QUALIFELEC ou équivalent • Concernant le corps Courants faibles : niveau spécifique minimal exigé : qualification QUALIFELEC antenne ou équivalent • Concernant le corps d'état Plomberie : niveau spécifique minimal exigé : qualification QUALIGAZ ou équivalent • Concernant l'ensemble des corps d'état à l'exception du désamiantage : qualification en sous-section 4 (encadrement et exécutant). AMIANTE : L'attention des candidats est attirée sur le fait que les titulaires du marché considéré pourront être amenés à réaliser des interventions ponctuelles, dans des locaux avec présence d'amiante ou sur des matériaux contenant de l'amiante. Par conséquent, dans le cadre du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, de l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des

risques liés à l'amiante et du code du travail (sous-section 4) et de l'arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 « définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant », afin de réaliser ces interventions ponctuelles, le titulaire devra présenter, une attestation de formation ou un document équivalent (en cours de validité), délivrée par un organisme certifié, pour les travaux en sous-section 4, à savoir « Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante », au représentant du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des corps d'états à exception du corps d'état Nettoyage. Ce document devra être fourni dès la remise de l'offre. • Concernant le corps d'état DESAMIANTE niveau spécifique minimal exigé : qualification en sous-section 3 (encadrement et exécutant). Par conséquent, dans le cadre du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, de l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et du code du travail (sous-section 3) et de l'arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 « définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant », afin de réaliser ces interventions, le titulaire devra présenter, une attestation de formation ou un document équivalent, délivrée par un organisme certifié, pour les travaux en sous section 3, à savoir « Dispositions spécifiques aux travaux d'encapsulage et de retrait d'amiante ou d'articles en contenant », au représentant du pouvoir adjudicateur. Ces documents devront être fournis à la remise de l'offre. En cas d'absence l'offre sera susceptible d'être rejetée et déclarée irrégulière. Conditions de remise des offres : Par la seule remise d'un pli le candidat confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché (Acte d'engagement) ainsi que tous les documents annexes prévues par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur. Il est précisé que, conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Les candidats doivent la transmission de leur candidature et de leur offre par voie électronique. Conformément à l'article R. 2131-7 et suivants du Code de la Commande Publique, les documents (candidature et offre(s)) requis des candidats sont obligatoirement transmis par voie électronique. Toute transmission électronique peut être accompagnée de l'envoi de copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique. Les plis et les copies de sauvegarde doivent être parvenus aux dates et heure limites de réception des plis.

5.1.7. Zamówienia strategiczne

Podejście do ograniczania wpływu na środowisko: Inne

Promowany cel społeczny: Inne

5.1.9. Kryteria kwalifikacji

Źródła kryteriów wyboru: Dokumenty zamówienia

5.1.10. Kryteria udzielenia zamówienia

Kryterium:

Rodzaj: Jakość

Opis: La valeur technique, notée sur 50 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 3

Kryterium:

Rodzaj: Jakość

Opis: La valeur environnementale, notée sur 10 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 2

Kryterium:

Rodzaj: Cena

Opis: Le Prix, noté sur 40 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 1

5.1.11. Dokumenty zamówienia

Termin występowania z wnioskiem o dodatkowe informacje: 28/09/2026 16:15:00 (UTC+02:00) czas wschodnioeuropejski, czas środkowoeuropejski letni

Adres dokumentów zamówienia: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_7bVUvrcDVO

5.1.12. Warunki udzielenia zamówienia

Warunki zgłoszenia:

Zgłoszenie elektroniczne: Wymagane

Adres na potrzeby zgłoszenia: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_7bVUvrcDVO

Języki, w których można składać oferty lub wnioski o dopuszczenie do udziału: francuski

Katalog elektroniczny: Niedozwolone

Oferty wariantowe: Niedozwolone

Termin składania ofert: 06/10/2026 16:15:00 (UTC+02:00) czas wschodnioeuropejski, czas środkowoeuropejski letni

Okres, przez który oferta musi pozostać ważna: 180 Dni

Warunki zamówienia:

Wykonanie zamówienia musi odbywać się w ramach programów zatrudnienia chronionego: Nie

Fakturowanie elektroniczne: Wymagane

Stosowane będą zlecenia elektroniczne: tak

Stosowane będą płatności elektroniczne: tak

Zasady finansowe: Fonds propres de THM

5.1.15. Techniki

Umowa ramowa:

Umowa ramowa, bez ponownego poddania zamówienia procedurze konkurencyjnej

Maksymalna liczba uczestników: 1 000

Informacje o dynamicznym systemie zakupów:

Brak dynamicznego systemu zakupów

5.1.16. Dalsze informacje, mediacja i odwołanie

Organ mediacyjny: COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS

Organ odwoławczy: Tribunal Administratif de Toulon

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat postępowania o udzielenie zamówienia: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja zapewniająca dostęp offline do dokumentów zamówienia: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat procedur odwoławczych: Tribunal Administratif de Toulon

Organizacja przyjmująca wnioski o dopuszczenie do udziału: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja rozpatrująca oferty: Toulon Habitat Méditerranée

5.1. Część zamówienia: LOT-0003

Tytuł: Lot n°03 : Travaux de remise en état des biens immobiliers après sinistres - Secteur EST

Opis: Lot n°03 : Travaux de remise en état des biens immobiliers après sinistres - Secteur EST

Wewnętrzny identyfikator: 2026-070-AO

5.1.1. Przeznaczenie

Charakter zamówienia: Roboty budowlane

Dodatkowy charakter zamówienia: Usługi

Główna klasyfikacja (cpv): 45453100 Roboty renowacyjne

Dodatkowa klasyfikacja (cpv): 45262522 Roboty murarskie, 45430000 Pokrywanie podłóg i ścian, 90611000 Usługi sprzątania ulic, 77310000 Usługi sadzenia roślin oraz utrzymania terenów zielonych, 45310000 Roboty instalacyjne elektryczne, 45311000 Roboty w zakresie okablowania oraz instalacji elektrycznych, 45330000 Roboty instalacyjne wodno-kanalizacyjne i sanitarne, 45421000 Roboty w zakresie stolarki budowlanej, 45432111 Kładzenie wykładzin elastycznych, 45442100 Roboty malarskie, 45441000 Roboty szklarskie, 90650000 Usługi usuwania azbestu, 44316510 Wyroby kuźnicze, 44316500 Wyroby kute

5.1.2. Miejsce realizacji

Miejscowość: Toulon et ses environs (secteur EST)

Podział krajowy (NUTS): Var (FRL05)

Kraj: Francja

5.1.3. Szacowany okres obowiązywania

Data początkowa: 01/01/2027

Okres obowiązywania: 1 Rok

5.1.4. Wznowienie

Maksymalna liczba wznowień: 3

Inne informacje o wznowieniu: Autres informations sur le renouvellement: L'accord-cadre prend effet à compter : - soit à compter de la date de prise d'effet au 1er janvier 2027 (si notification avant le 1er janvier 2027, le marché prendra effet à compter du 1er janvier 2027). - soit à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure à la date de prise d'effet (si notification à partir du 1er janvier 2027, le marché prendra effet à compter de la notification). La fin de la période initiale est le 31 décembre 2027 . Le présent accord cadre pourra être reconduit, trois fois, par période de 12 mois, par tacite reconduction, sans que la durée totale de l'accord cadre ne puisse excéder 48 mois. Il peut y être mis fin à l'expiration de chaque période, à charge pour la partie qui en prendra l'initiative d'en informer l'autre, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, 120 jours avant le terme de la période annuelle en cours.

5.1.5. Wartość

Szacunkowa wartość bez VAT: 1 633 631,00 EUR

Maksymalna wartość umowy ramowej: 5 000 000,00 EUR

5.1.6. Informacje ogólne

To jest zamówienie powtarzalne

Zastrzeżony udział:

Udział nie jest zastrzeżony.

Projekt zamówienia niefinansowany z funduszy UE

Zamówienie jest objęte zakresem Porozumienia w sprawie zamówień rządowych (GPA): tak
Przedmiotowe zamówienie jest odpowiednie również dla małych i średnich przedsiębiorstw (MŚP): tak

Informacje dodatkowe: L'attention des candidats est attirée sur le fait que les titulaires du marché considéré pourront être amenés à réaliser des interventions ponctuelles, dans des locaux avec présence d'amiante ou sur des matériaux contenant de l'amiante. Il est demandé des qualifications spécifiques par corps d'état : • Concernant le corps d'état Electricité : niveau spécifique minimal exigé : qualification QUALIFELEC ou équivalent • Concernant le corps Courants faibles : niveau spécifique minimal exigé : qualification QUALIFELEC antenne ou équivalent • Concernant le corps d'état Plomberie : niveau spécifique minimal exigé : qualification QUALIGAZ ou équivalent • Concernant l'ensemble des corps d'état à l'exception du désamiantage : qualification en sous-section 4 (encadrement et exécutant). AMIANTE : L'attention des candidats est attirée sur le fait que les titulaires du marché considéré pourront être amenés à réaliser des interventions ponctuelles, dans des locaux avec présence d'amiante ou sur des matériaux contenant de l'amiante. Par conséquent, dans le cadre du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, de l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et du code du travail (sous-section 4) et de l'arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 « définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant », afin de réaliser ces interventions ponctuelles, le titulaire devra présenter, une attestation de formation ou un document équivalent (en cours de validité), délivrée par un organisme certifié, pour les travaux en sous-section 4, à savoir « Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante », au représentant du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des corps d'états à exception du corps d'état Nettoyage. Ce document devra être fourni dès la remise de l'offre. • Concernant le corps d'état DESAMANTAGE niveau spécifique minimal exigé : qualification en sous-section 3 (encadrement et exécutant). Par conséquent, dans le cadre du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, de l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et du code du travail (sous-section 3) et de l'arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 « définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant », afin de réaliser ces interventions, le titulaire devra présenter, une attestation de formation ou un document équivalent, délivrée par un organisme certifié, pour les travaux en sous section 3, à savoir « Dispositions spécifiques aux travaux d'encapsulage et de retrait d'amiante ou d'articles en contenant », au représentant du pouvoir adjudicateur. Ces documents devront être fournis à la remise de l'offre. En cas d'absence l'offre sera susceptible d'être rejetée et déclarée irrégulière. Conditions de remise des offres : Par la seule remise d'un pli le candidat confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché (Acte d'engagement) ainsi que tous les documents annexes prévues par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur. Il est précisé que, conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la Commande Publique, le pouvoir

adjudicateur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Les candidats doivent la transmission de leur candidature et de leur offre par voie électronique. Conformément à l'article R. 2131-7 et suivants du Code de la Commande Publique, les documents (candidature et offre(s)) requis des candidats sont obligatoirement transmis par voie électronique. Toute transmission électronique peut être accompagnée de l'envoi de copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique. Les plis et les copies de sauvegarde doivent être parvenus aux dates et heure limites de réception des plis.

5.1.7. Zamówienia strategiczne

Podejście do ograniczania wpływu na środowisko: Inne

Promowany cel społeczny: Inne

5.1.9. Kryteria kwalifikacji

Źródła kryteriów wyboru: Dokumenty zamówienia

5.1.10. Kryteria udzielenia zamówienia

Kryterium:

Rodzaj: Jakość

Opis: La valeur technique, notée sur 50 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 3

Kryterium:

Rodzaj: Jakość

Opis: La valeur environnementale, notée sur 10 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 2

Kryterium:

Rodzaj: Cena

Opis: Le Prix, noté sur 40 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 1

5.1.11. Dokumenty zamówienia

Termin występowania z wnioskiem o dodatkowe informacje: 28/09/2026 16:15:00 (UTC+02:00) czas wschodnioeuropejski, czas środkowoeuropejski letni

Adres dokumentów zamówienia: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_7bVUvrcDVO

5.1.12. Warunki udzielenia zamówienia

Warunki zgłoszenia:

Zgłoszenie elektroniczne: Wymagane

Adres na potrzeby zgłoszenia: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_7bVUvrcDVO

Języki, w których można składać oferty lub wnioski o dopuszczenie do udziału: francuski

Katalog elektroniczny: Niedozwolone

Oferty wariantowe: Niedozwolone

Termin składania ofert: 06/10/2026 16:15:00 (UTC+02:00) czas wschodnioeuropejski, czas środkowoeuropejski letni

Okres, przez który oferta musi pozostać ważna: 180 Dni

Warunki zamówienia:

Wykonanie zamówienia musi odbywać się w ramach programów zatrudnienia chronionego: Nie

Fakturowanie elektroniczne: Wymagane

Stosowane będą zlecenia elektroniczne: tak
Stosowane będą płatności elektroniczne: tak
Zasady finansowe: Fonds propres de THM

5.1.15. Techniki

Umowa ramowa:

Umowa ramowa, bez ponownego poddania zamówienia procedurze konkurencyjnej
Maksymalna liczba uczestników: 1 000

Informacje o dynamicznym systemie zakupów:

Brak dynamicznego systemu zakupów

5.1.16. Dalsze informacje, mediacja i odwołanie

Organ mediacyjny: COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE
DES DIFFERENDS RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS

Organ odwoławczy: Tribunal Administratif de Toulon

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat postępowania o udzielenie
zamówienia: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja zapewniająca dostęp offline do dokumentów zamówienia: Toulon Habitat
Méditerranée

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat procedur odwoławczych: Tribunal
Administratif de Toulon

Organizacja przyjmująca wnioski o dopuszczenie do udziału: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja rozpatrująca oferty: Toulon Habitat Méditerranée

5.1. Część zamówienia: LOT-0004

Tytuł: Lot n°04 : Prestations de nettoyage, débarrassage, décontamination et assèchement
après sinistres - TOUS SECTEURS

Opis: Lot n°04 : Prestations de nettoyage, débarrassage, décontamination et assèchement
après sinistres - TOUS SECTEURS

Wewnętrzny identyfikator: 2026-071-AO

5.1.1. Przeznaczenie

Charakter zamówienia: Usługi

Główna klasyfikacja (cpv): 90910000 Usługi sprzątania

5.1.2. Miejsce realizacji

Miejscowość: Métropole TPM et ses environs

Podpodział krajowy (NUTS): Var (FRL05)

Kraj: Francja

5.1.3. Szacowany okres obowiązywania

Data początkowa: 01/01/2027

Okres obowiązywania: 1 Rok

5.1.4. Wznowienie

Maksymalna liczba wznowień: 3

Inne informacje o wznowieniu: Autres informations sur le renouvellement: L'accord-cadre
prend effet à compter : - soit à compter de la date de prise d'effet au 1er janvier 2027 (si
notification avant le 1er janvier 2027, le marché prendra effet à compter du 1er janvier 2027). -
soit à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure à la date de prise d'effet (si
notification à partir du 1er janvier 2027, le marché prendra effet à compter de la notification).

La fin de la période initiale est le 31 décembre 2027 . Le présent accord cadre pourra être

reconduit, trois fois, par période de 12 mois, par tacite reconduction, sans que la durée totale de l'accord cadre ne puisse excéder 48 mois. Il peut y être mis fin à l'expiration de chaque période, à charge pour la partie qui en prendra l'initiative d'en informer l'autre, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, 120 jours avant le terme de la période annuelle en cours.

5.1.5. Wartość

Szacunkowa wartość bez VAT: 1 573 357,00 EUR

Maksymalna wartość umowy ramowej: 5 000 000,00 EUR

5.1.6. Informacje ogólne

To jest zamówienie powtarzalne

Zastrzeżony udział:

Udział nie jest zastrzeżony.

Projekt zamówienia niefinansowany z funduszy UE

Zamówienie jest objęte zakresem Porozumienia w sprawie zamówień rządowych (GPA): tak

Przedmiotowe zamówienie jest odpowiednie również dla małych i średnich przedsiębiorstw (MŚP): tak

Informacje dodatkowe: Conditions de remise des offres : Par la seule remise d'un pli le candidat confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché (Acte d'engagement) ainsi que tous les documents annexes prévues par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur. Il est précisé que, conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Les candidats doivent la transmission de leur candidature et de leur offre par voie électronique. Conformément à l'article R. 2131-7 et suivants du Code de la Commande Publique, les documents (candidature et offre(s)) requis des candidats sont obligatoirement transmis par voie électronique. Toute transmission électronique peut être accompagnée de l'envoi de copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique. Les plis et les copies de sauvegarde doivent être parvenus aux dates et heure limites de réception des plis.

5.1.7. Zamówienia strategiczne

Podejście do ograniczania wpływu na środowisko: Inne

Promowany cel społeczny: Inne

5.1.9. Kryteria kwalifikacji

Źródła kryteriów wyboru: Dokumenty zamówienia

5.1.10. Kryteria udzielenia zamówienia

Kryterium:

Rodzaj: Jakość

Opis: La valeur technique, notée sur 50 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 3

Kryterium:

Rodzaj: Jakość

Opis: La valeur environnementale, notée sur 10 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 2

Kryterium:

Rodzaj: Cena

Opis: Le Prix, noté sur 40 points

Kategoria kryterium udzielenia zamówienia waga: Waga (wartość punktowa, dokładna)

Kryterium udzielenia - Liczba: 1

5.1.11. Dokumenty zamówienia

Termin występowania z wnioskiem o dodatkowe informacje: 28/09/2026 16:15:00 (UTC+02:00) czas wschodnioeuropejski, czas środkowoeuropejski letni

Adres dokumentów zamówienia: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_7bVUvrcDVO

5.1.12. Warunki udzielenia zamówienia

Warunki zgłoszenia:

Zgłoszenie elektroniczne: Wymagane

Adres na potrzeby zgłoszenia: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_7bVUvrcDVO

Języki, w których można składać oferty lub wnioski o dopuszczenie do udziału: francuski

Katalog elektroniczny: Niedozwolone

Oferty wariantowe: Niedozwolone

Termin składania ofert: 06/10/2026 16:15:00 (UTC+02:00) czas wschodnioeuropejski, czas środkowoeuropejski letni

Okres, przez który oferta musi pozostać ważna: 180 Dni

Warunki zamówienia:

Wykonanie zamówienia musi odbywać się w ramach programów zatrudnienia chronionego: Nie

Fakturowanie elektroniczne: Wymagane

Stosowane będą zlecenia elektroniczne: tak

Stosowane będą płatności elektroniczne: tak

Zasady finansowe: Fonds propres de THM

5.1.15. Techniki

Umowa ramowa:

Umowa ramowa, bez ponownego poddania zamówienia procedurze konkurencyjnej

Maksymalna liczba uczestników: 1 000

Informacje o dynamicznym systemie zakupów:

Brak dynamicznego systemu zakupów

5.1.16. Dalsze informacje, mediacja i odwołanie

Organ mediacyjny: COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS

Organ odwoławczy: Tribunal Administratif de Toulon

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat postępowania o udzielenie zamówienia: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja zapewniająca dostęp offline do dokumentów zamówienia: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat procedur odwoławczych: Tribunal Administratif de Toulon

Organizacja przyjmująca wnioski o dopuszczenie do udziału: Toulon Habitat Méditerranée

Organizacja rozpatrująca oferty: Toulon Habitat Méditerranée

8. Organizacje

8.1. ORG-0001

Oficjalna nazwa: Toulon Habitat Méditerranée

Numer rejestracyjny: 27830001700029

Adres pocztowy: OPH de Toulon Le Saint-Mathieu Ave Franklin Roosevelt BP 1309

Miejscowość: Toulon cedex

Kod pocztowy: 83076

Podpodział krajowy (NUTS): Var (FRL05)

Kraj: Francja

Punkt kontaktowy: Pôle de la Commande Publique

E-mail: marches@thmed.com

Telefon: 04 94 03 85 74

Adres na potrzeby wymiany informacji (URL): https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_7bVUvrcDVO

Profil nabywcy: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Role tej organizacji:

Nabywca

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat postępowania o udzielenie zamówienia

Organizacja zapewniająca dostęp offline do dokumentów zamówienia

Organizacja przyjmująca wnioski o dopuszczenie do udziału

Organizacja rozpatrująca oferty

8.1. ORG-0002

Oficjalna nazwa: Tribunal Administratif de Toulon

Numer rejestracyjny: SIRET : 13000525900010

Adres pocztowy: 5 rue Racine

Miejscowość: TOULON CEDEX 09

Kod pocztowy: 83041

Podpodział krajowy (NUTS): Var (FRL05)

Kraj: Francja

E-mail: greffe.ta-toulon@juradm.fr

Telefon: 04 94 42 79 89

Role tej organizacji:

Organ odwoławczy

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat procedur odwoławczych

8.1. ORG-0003

Oficjalna nazwa: COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS

Numer rejestracyjny: SIRET : 17130000700019

Adres pocztowy: PLACE FELIX BARET CS 80001

Miejscowość: MARSEILLE CEDEX 06

Kod pocztowy: 13282

Podpodział krajowy (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)

Kraj: Francja

Punkt kontaktowy: Mme Catherine PIETRI

E-mail: catherine.pietri@paca.gouv.fr

Telefon: 04 84 35 45 54

Role tej organizacji:

Organ mediacyjny

Informacje o ogłoszeniu

Identyfikator/wersja ogłoszenia: 3c32d411-4d09-4b10-9bc3-e2af6d3748aa - 01

Typ formularza: Procedura konkurencyjna

Rodzaj ogłoszenia: Ogłoszenie o zamówieniu lub ogłoszenie o koncesji – tryb standardowy

Podrodzaj ogłoszenia: 16

Ogłoszenie – data wysłania: 27/08/2026 11:35:47 (UTC+02:00) czas wschodnioeuropejski, czas środkowoeuropejski letni

Języki, w których przedmiotowe ogłoszenie jest oficjalnie dostępne: francuski

Numer publikacji ogłoszenia: 594978-2026

Numer wydania Dz.U. S: 166/2026

Data publikacji: 28/08/2026